



KPMG SA
15 Rue Pré Paillard
CS 20121
74940 Annecy

GFA RUMILLY VALLIERES Association

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2024
GFA RUMILLY VALLIERES Association
12 rue du Stade - 74150 Rumilly

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143006010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
15 Rue Pré Paillard
CS 20121
74940 Annecy

GFA RUMILLY VALLIERES Association

12 rue du Stade - 74150 Rumilly

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2024

À l'assemblée générale de l'association GFA RUMILLY VALLIERES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association GFA RUMILLY VALLIERES relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juillet 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 5 « Principes et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthodes comptables relatif à l'application du nouveau règlement ANC 2022-04 modifiant le règlement 2018-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte de résultat par origine et destination et du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public sont décrites de manière appropriée dans la note 7 « Informations relatives au Compte de résultat » de l'annexe, sont conformes aux dispositions du règlement ANC 2018-06 et ont été correctement appliquées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Annecy, le 30 octobre 2024

KPMG SA



30/10/2024 17:04

Signé par **Philippe Chapon**

Philippe Chapon

Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF AU 30 JUIN 2024

ACTIF	30/06/2024			30/06/2023
	Brut	Amortissements	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	750	729	21	271
Immobilisations corporelles	148 778	132 172	16 606	22 965
Immobilisations financières	740	-	740	1 200
Total I	150 268	132 901	17 367	24 436
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	5 845	-	5 845	3 284
Créances	93 571		93 571	35 073
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	232 407		232 407	271 767
Charges constatées d'avance	3 975		3 975	3 199
Total II	335 798	-	335 798	313 323
Ecarts de conversion Actif (III)				
TOTAL GENERAL (I + II + III)	486 066	132 901	353 164	337 759

BILAN PASSIF AU 30 JUIN 2024

PASSIF	30/06/2024	30/06/2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	204 683	250 073
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	5 464 -	45 391
Situation nette (sous total)	210 146	204 683
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	-	3 000
Provisions réglementées		
Total I	210 146	207 683
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	59 841	36 251
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	24 156	36 897
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	59 020	56 929
Total IV	143 018	130 076
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	353 164	337 759

COMPTE DE RESULTAT exercice du 1/07/2023 au 30/06/2024

COMPTE DE RESULTAT	30/06/2024	30/06/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	132 700	125 602
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	5 000	5 000
dont parrainages	5 000	5 000
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	292 848	321 546
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats	835 956	687 475
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	-	-
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Cotisations	140 524	130 330
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits	2 047	4 788
Total I	1 409 075	1 274 741
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	213 300	209 464
Variation de stock	- 2 561	- 2 193
Autres achats et charges externes	485 563	407 796
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	5 411	9 973
Salaires et traitements	621 195	546 463
Charges sociales	66 105	118 301
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	19 259	31 293
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	708	1 797
Total II	1 408 982	1 322 895
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	93	- 48 153
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 641	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		

Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	2 641	-
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	-	-
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	-	-
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	2 641	-
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	0	0
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 000	6 000
Total V	3 000	6 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	270	3 238
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	270	3 238
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	2 730	2 762
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-	-
Total des produits (I + III + V)	1 414 716	1 280 742
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 409 252	1 326 132
EXCEDENT OU DEFICIT	5 464	- 45 391
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	19 000	17 900
TOTAL	19 000	17 900
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	19 000	17 900
Personnel bénévole		
TOTAL	5 464	- 45 391



(Règlement n°2022-04 modifiant le règlement ANC n°2018-06)

Annexe Association GFA

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Cette Association a pour but de promouvoir la pratique et le développement du football

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Ecole de football pour les enfants (catégorie U7 à U20)
- Engagement de 4 équipes seniors pour la pratique du football amateur

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

Activité de l'école de football cette activité s'est exercée auprès de 50 équipes (U7 à U20) dont 4 équipes féminines dans le département 74 et la région Rhône Alpes accompagné par 70 éducateurs

Activité des équipes seniors : cette activité s'est exercée auprès de 4 équipes dans le périmètre du département pour 2 équipes et d'1 équipe dans le périmètre de la région Rhône Alpes et d'1 équipe au niveau National 3

Cela représente plus de 800 licenciés dont une cinquantaine dirigeante.



3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

– Les moyens d'action de l'Association sont la tenue d'assemblées périodiques, la publication d'informations via un site internet et des supports papiers, les séances d'entraînement, la participation aux compétitions, les conférences et cours sur les questions sportives, et, en général, tous exercices et toutes initiatives propres à la formation physique et morale chez les jeunes.

L'Association s'interdit toute discrimination, toute discussion ou manifestation présentant un caractère politique ou confessionnel, s'engage à assurer en son sein la liberté de conscience pour chacun de ses membres, et le respect des droits de l'homme et s'engage également à veiller au respect de la charte de déontologie du sport établie par le comité national olympique et sportif.

Investissements (nature/ montants réellement réalisés au cours de l'exercice)

- Installation d'une salle de sport (stade de Vallières)
- Formation des éducateurs



4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par le /les faits d'importance significative suivants :

L'équipe fanion du club a évolué dans la division National 3 pendant la saison 2023/2024 au terme du championnat l'équipe accède à la division supérieure soit le niveau National 2 du championnat de France.

Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

5 Principes et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement n°2022-04 modifiant le règlement ANC n°2018-06 (cf : changement de méthode comptable ci-dessous) et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

Changement de méthode comptable :

Application sur l'exercice du nouveau règlement ANC 2022-04 modifiant le règlement 2018-06. Cette application du nouveau règlement n'a pas eu d'impact sur les comptes de l'association pour l'exercice clos le 30 juin 2024.



6 Informations relatives aux postes du bilan

Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements (b)		A	B	C	D
Rubriques (a)	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)	
Immobilisations incorporelles	750			750	
Immobilisations corporelles	136 129	12 649		148 778	
Immobilisations financières	1 200	1 900	2 360	740	



Total	138 079	14 549	2 360	150 268
-------	---------	--------	-------	---------

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	479	250		729
Immobilisations corporelles	113 163	19 009		132 172
Immobilisations financières				
Total	113 642	19 259		132 901

Stocks et travaux en-cours

Les stocks de marchandises sont évalués selon la méthode CUMP : « Coût Unitaire Moyen Pondéré ». Le dernier prix d'achat connu peut être utilisé en l'absence d'écart significatif avec la méthode CUMP.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.



Emprunts et dettes financières

Les dettes financières figurant au bilan au 30 juin 2024 sont égales à 0 €.

Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.



<i>Variation des fonds propres</i>	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant		Montant		Montant		Montant
Fonds propres sans droit de reprise	250 073	-45 390						204 682
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves								
Report à nouveau								
Excédent ou déficit de l'exercice	-45 390	45 390		5 464				5 464
Situation nette (sous-total)	204 682							210 146
Fonds propres (Dotations) consommables								



Tableau des subventions d'investissements

Subventions d'investissement	Solde à l'ouverture de l'exercice		Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice	
	Montant global		Augmentation	Diminution	Montant global	
Montant nominal	18 000				18 000	
Quotes-parts virées au résultat	15 000		3 000		18 000	
Montant net en fonds propres	3 000				0	

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie. A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissements sont soit reprises au compte de résultat au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribué à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisés immédiatement en produit à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés. Notre association a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présenté au bilan. Ce choix comptable avait déjà été retenu à l'ouverture de l'exercice clos le 30 juin 2024.



7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;

Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;

Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance, d'un montant de 59 020 €, correspondent à la part de subventions publiques octroyées sur l'année civile et se rattachant donc au second semestre de l'année civile pour un total de 50 000 €, auquel il faut ajouter la somme de 9 020 € de cotisations licences de la saison 2024/2025 suite aux paiements « carte bancaire » de la permanence des adhésions effectuée fin juin 2024.

Produits d'exploitation

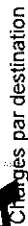
Les produits de l'association sont essentiellement composés :

- du sponsoring et du mécénat,
- des cotisations des membres,
- des subventions des collectivités locales,
- des recettes issues de la buvette et des autres manifestations organisées par le club.

Les revenus sont comptabilisés à l'encaissement excepté pour :

- les subventions des collectivités locales qui sont comptabilisées à la notification d'attribution des organismes financeurs et sont rattachées comptablement à la période financée (cf.6),
- Si une convention de mécénat / sponsoring a été signée entre les parties, la comptabilisation du produit intervient à la date de signature de ladite convention. En l'absence d'accord signé entre les parties à la clôture, les produits liés au mécénat sont enregistrés à la date d'encaissement

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
Produits par origine				
1. Produits liés à la générosité du public				
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels				
- Legs, donations et assurance				
- Mécénat	835 956	835 956	687 475	687 475
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2. Produits non liés à la générosité du public				
2.1 Cotisations avec contrepartie	140 524		130 330	
2.2 Parrainage des entreprises	5 000		5 000	
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	140 388		163 453	
3. Subventions et concours publics	292 848		321 546	
4 Reprises sur provisions et dépréciations				
5 Utilisations des fonds dédiés antérieurs				
TOTAL	1 414 716	835 956	1 307 804	687 475

Charges par destination

A compter de l'éver

es missione sociale

es frais de fonction

Concernant les char



EMPLOIS PAR DESTINATION	Exercice N	Exercice N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	Exercice N	Exercice N-1
1 – MISSIONS SOCIALES			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1.1 Réalisées en France	578 612	54 400	1- RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
- Actions réalisées par l'organisme			1.1 Cotisations sans contrepartie		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			1.2 Dons, legs et mécénats		
1.2 Réalisées à l'étranger			- Dons manuels		
1 Actions réalisées par l'organisme			- Legs, donations et assurances-vie		
2 Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger			- Mécénats		
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS			1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	835 956	687 475
2.1 Frais d'appel à la générosité du public					
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT					
Total des emplois	819 142	715 843	Total des ressources	835 956	687 475
4- DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	11 350	17 023	2- REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5- REPORTS EN FONDS DEBIES DE L'EXERCICE			3- UTILISATION DES FONDS DEBIES ANTERIEURS		
Excédent de la générosité du public de l'exercice	5 464		Déficit de la générosité du public de l'exercice		45 390
Total	835 956	732 865	Total	835 956	732 865

